

Une délégation d'enseignants du lycée Alain-Fournier reçus par le directeur d'académie

"Mettons les moyens en face de la réforme, ce n'est pas le cas aujourd'hui", regrettent les enseignants



Une délégation d'enseignants du lycée Alain-Fournier reçus par le directeur d'académie

Ce matin 19 décembre, le directeur du lycée Alain-Fournier, Eric Benard et cinq enseignants ont été reçus par le directeur d'académie, Mathieu Blugeon. Une quinzaine d'enseignants, six parents d'élèves et trois élèves étaient aussi positionnés devant les locaux de l'académie afin de soutenir la délégation.

Des choix contraints

Il s'agissait de manifester contre les grandes lignes de réforme du lycée et de ses implications concrètes sur le lycée Alain-Fournier. Il apparaît clairement selon les enseignants « qu'il y aura une baisse d'heures d'où une suppression de postes, ce que nous ne voulons pas, c'est une de nos revendications ». Ce qui serait en réalité le résultat de la mise en place « des nouveaux parcours » et des « enseignements de spécialité ». Les enseignants en résumant les conséquences par « une contrainte de choix de chaque établissement où toutes les spécialités ne pourront être proposées » ce qui sera « un contrainte pour les élèves qui pourrait les amener vers une mobilité géographique ou une formulation de choix d'orientation parfois contraints, plus prise de cours à distance » et enfin « une contrainte liée au nombre de places limitées dans certains enseignements de spécialités (mathématiques, physique et chimie et SVT) où tous les élèves n'auront pas accès ». D'où cette interrogation des enseignants : « Sera-t-on contraint de sélectionner les élèves ? ».

D'autre part, les enseignants craignent que leur établissement perde en attractivité en ne proposant plus les options présentes actuellement comme l'EPS de complément, Arts visuels et arts plastiques, latin, DNL Espagnol.

« Pour les élèves, les conditions se dégradent, il n'y a pas d'égalité entre un lycée rural et un lycée de grande ville, il n'y a plus la liberté de choix d'options, il n'y a plus de fraternité en raison de la concurrence entre les établissements et les matières. On veut faire une école à deux vitesses et on crée davantage la fracture sociale », résume un enseignant qui n'oublie pas de rappeler que « la section d'enseignement professionnel du lycée qui accueille 90 élèves en CAP et BAC PRO commerce risque elle aussi d'être impactée la rentrée prochaine, avec la mise en place de la réforme de la voie professionnelle ».



manif academie.jpg



P1510760.JPG



FB_IMG_1545220575236.jpg